

La question de l'insertion est-elle la boussole des masters LEA ?

FRANÇOIS MALVEILLE

(*Université Paris Nanterre – EA 369 – CRIIA*)

Résumé

La question de l'insertion professionnelle dans les formations en Langues Étrangères Appliquées se pose de manière récurrente lorsqu'on signe une convention de stage, on ouvre une nouvelle formation ou on doit repenser une formation en péril de fermeture faute d'un nombre suffisant d'étudiants. Dans les formations en LEA, il y a toujours un équilibre entre le pragmatisme (professionnaliser les formations et l'accès à l'emploi) et la formation intellectuelle (fondamentale dans les études universitaires). Les formations en LEA souffrent d'une pression sociale, mais elles sont également un projet ouvert qui regarde les changements et les demandes de la société et s'interroge de ce fait sur l'adéquation de son offre de formation. Ce qui fait la spécificité de LEA aujourd'hui est à la fois l'exigence intellectuelle et l'ouverture sur le monde dans sa diversité.

Mots-clés : insertion professionnelle, formations en Langues Étrangères Appliquées, professionnalisation, offre de formation

Abstract

The question of employability in Applied Foreign Languages training is a recurring issue when signing a traineeship agreement, opening a new training course or rethinking training programs at risk of closure for lack of a sufficient number of students. In LEA courses, there is always a balance between pragmatism (professionalizing training and access to employment) and intellectual training (fundamental in university studies). LEA studies suffer from social pressure, but it is also an open project that takes into account the changes and demands of society and examines the adequacy of its training offer. What makes LEA studies unique today is both the intellectual requirement and openness to the world in its diversity.

Keywords: employability, LEA Studies, Professionalization, Training Program

Pour donner un cadre clair à mon propos, je me dois de préciser l'origine de mes réflexions. Spécialiste de la civilisation de l'Espagne contemporaine, je travaille sur la question des médias et j'ai été recruté en tant que maître de conférences en 1998 sur poste LEA à l'université de Lille 3. Depuis bientôt vingt ans, j'ai rempli toutes sortes de fonctions et assumé de nombreuses responsabilités, de la direction d'UFR à la responsabilité de la mention LEA du Master, ce qui

signifie à l'université de Lille 3, 9 parcours différents et 450 étudiants. L'UFR LEA de mon université constitue un bon exemple du développement de LEA.

Pour parler aujourd'hui de l'insertion des masters LEA j'avais pensé dans un premier temps m'appuyer principalement sur le cas de Lille 3. J'ai essayé d'être plus général et de faire un modeste bilan de la question de l'insertion et de son influence. En préparant cette intervention, je me suis demandé à quel moment je me pose ou je me suis posé la question de l'insertion. Je me suis aussi demandé quelle place cette question a joué dans les décisions et les positions que j'ai eu à prendre au fil des années. En fait, l'insertion est une question récurrente. On y pense quand un étudiant ou un futur étudiant demande un conseil. On y pense quand on signe une convention de stage. On y pense quand on remplit des dossiers d'évaluation. On y pense quand on défend une formation menacée. On y pense avant de proposer une nouvelle formation. On y pense souvent mais heureusement, on ne pense pas qu'à cela. D'autres questions entrent en ligne de compte, même en LEA. La question de la place de l'insertion dans notre réflexion est importante. Quel est l'équilibre que nous recherchons entre pragmatisme et formation intellectuelle ?

La question de l'insertion

La préoccupation pour l'insertion est exacerbée par la crise. La peur du chômage est une des peurs majeures de la société française. Le travail est une préoccupation qui s'impose. On voit l'émotion suscitée par la loi El Komry en 2016. Le travail est aussi une partie importante de l'identité individuelle. Quand nous concevons nos formations nous y pensons. Quand nous présentons nos formations nous en parlons. L'insertion est LA question que se posent la plupart des parents en temps de crise. La presse titre souvent sur les débouchés de telle ou telle filière, avec plus ou moins de pertinence. L'évaluation d'une formation passe aussi souvent par une analyse des résultats en matière d'insertion. L'AERES puis l'HCERES (Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur) depuis novembre 2014, évaluent les formations. C'est la question qui fait réagir les parents, les journalistes, les politiques, pourtant est-ce la question centrale ?

Cette préoccupation, légitime en soi, peut devenir trop présente, au point de conditionner les formations. À mon avis, face à cette préoccupation, le pragmatisme total est une erreur, tout comme l'absence totale de pragmatisme. L'idée de la réussite professionnelle sous sa forme initiale, l'insertion, pèse aujourd'hui sur les formations. La dimension qualitative (le statut de cadre, ou pas...), le salaire ou la pénibilité sont présents dans les esprits lorsqu'il est question de formation.

Le contexte est fortement anxiogène et il génère une pression considérable.

Le retour des parents et la professionnalisation

Tout d'abord, un constat : depuis quelques années lors des Journées Portes Ouvertes de Lille 3 j'ai constaté le retour des parents. Ils étaient plutôt rares, ils sont devenus fréquents, comme si la question de l'orientation devenait un choix familial, collectif et non plus individuel. L'une des questions préférées des parents est celle de l'insertion. Une réponse à cette interrogation a été la professionnalisation. La professionnalisation est un indicateur fort de ce désir d'insertion. Cette question a fait couler beaucoup d'encre. Le **rapport Hetzel**, en 2006, il y a dix ans appuyait sur un point sensible, sous le titre « De l'université à l'emploi » [: rapport final de la Commission du débat national Université-Emploi.]

Selon lui, en 2006 :

L'insertion professionnelle des diplômés de l'enseignement supérieur se dégrade. Ainsi, 3 ans après leur sortie, 11% des diplômés de l'enseignement supérieur sont au chômage. Un tel taux de chômage des jeunes diplômés du supérieur reste préoccupant alors que, par ailleurs, des emplois nécessitant des qualifications ne sont pas pourvus dans de nombreux secteurs d'activités (industrie, commerce et distribution, banques, services, bâtiment, travaux publics, hôtellerie-restauration, etc.) (p.17)

Cette lecture focalise sur les problèmes, alors qu'on pourrait lire ce chiffre dans l'autre sens, en analysant les 89 % des diplômés de l'enseignement supérieur qui ne sont pas au chômage, en les comparant également aux non-diplômés du même âge. De même, une insertion totale semble improbable du fait de la mobilité professionnelle, des changements familiaux et autres facteurs de précarisation individuelle. Toutefois, ce rapport souligne un décalage entre les formations et les emplois, entre des emplois qualifiés et des compétences individuelles qui ne sont pas en adéquation. Une des carences soulignées est celle de l'expérience en entreprise et la concrétisation la plus visible de la professionnalisation est le stage.

Le stage

Le stage est un dispositif pédagogique qui vise, notamment, l'accès à l'emploi. Le stage est l'un des sujets qui fâchent. On lui a reproché d'être du travail non rémunéré, et il n'était pas rare de découvrir il y a quelques années en France des abus manifestes. La loi a évolué et le stagiaire est dans une bien meilleure position dans notre pays quand il a la chance de trouver un stage dans le domaine qu'il vise. Cependant, en LEA, de nombreux étudiants partent en stage dans d'autres pays, loin du droit français. Pourtant, la plupart de nos étudiants sont contents de partir en stage. J'ai suivi de nombreux stages, une dizaine par an en moyenne. J'y suis personnellement très favorable, tout en recommandant aux étudiants d'être vigilants à propos des limites du stage, qui doit être une période de formation et de perfectionnement. S'il devient autre chose, il faut clairement y mettre un terme car un étudiant ne doit pas devenir une main d'œuvre bon marché. Le stage, sans manichéisme, est un outil d'insertion. C'est pourquoi il est entré dans les maquettes de master 1 et 2 en LEA. Le stage contribue grandement à l'ouverture des étudiants sur le monde du travail et sur le monde tout court.

Tout ce contexte politique, social, économique exerce une pression sur les formations. Une sorte d'injonction. Le succès manifeste de LEA est lié à la réponse que nous donnons aussi à cette question. Mais que proposent les Langues Etrangères Appliquées face à cette pression sociale ?

L'aventure LEA et l'insertion

Depuis bientôt vingt ans, 1998, en fait, j'adhère et je participe à l'aventure LEA. Je parle d'aventure car LEA, c'est par définition, s'éloigner de sa formation initiale et chercher autre chose. Il y a de l'exogamie dans cette démarche. Rencontrer et travailler avec des personnes aux profils profondément différents donne une énergie particulière.

LEA c'est génétiquement l'idée d'une insertion autre que l'enseignement pour les linguistes. C'est depuis les années 1970, une réflexion sur l'insertion tournée vers des métiers différents, ce qui a fait évoluer considérablement les formations, avec le développement de la professionnalisation, des matières dites d'application... À Lille, on a d'abord pensé à la traduction, aux affaires, au commerce puis au tourisme et aux relations interculturelles. LEA est un projet ouvert qui regarde la société et s'interroge constamment sur l'adéquation de son offre de formation.

LEA a rencontré un succès évident. Le nombre d'étudiants inscrits en témoigne. C'est vrai en

Licence et en Master. Que nous disent ces chiffres ? Qu'une partie de la société mise sur nos formations pour assurer l'avenir de ses enfants. En clair, pour eux, les formations LEA mènent à l'emploi, ce que confirment les statistiques.

Exemples : l'insertion en question. Formation et insertion

Quand on crée une formation LEA la question de l'insertion se pose toujours avec force. Personne ne souhaite proposer une formation de deux ou trois ans dont l'insertion est problématique. Créer une formation suppose une réflexion collective et une analyse des perspectives d'insertion des futurs diplômés. Deux exemples concrets : je me souviens avoir travaillé sur un projet de **licence de guide interprète** il y a une quinzaine d'années. C'est le premier projet de formation sur lequel j'ai travaillé en LEA. Nous avons enquêté sur ce métier et compris que ces guides étaient alors le plus souvent rémunérés à la journée, avec un risque de précarité important. La nature du tourisme d'une région qui ne s'appelait pas encore les Hauts de France ne nous rendaient pas optimistes. Pour faire court, nous savions faire, toutes les compétences étaient disponibles, mais nous avons renoncé en raison de cette préoccupation, l'insertion réelle des étudiants. Depuis un statut, avec une carte professionnelle de guide-conférencier a été créé et cette offre existe aujourd'hui dans une dizaine d'universités. Cela sera peut-être plus le cas car l'insertion n'est pas une donnée stable. Ce qui était vrai hier ne l'est peut-être déjà plus.

A contrario, j'ai défendu bec et ongles un **Master Projets Touristiques** qui était sur le point d'être sacrifié pour des motifs spécieux. On nous disait alors en CEVU qu'il n'y avait pas d'emploi de niveau cadre dans le tourisme et qu'une telle formation était vouée à l'échec. Le discours de l'époque était, en clair, qu'il n'y avait pas d'insertion qualitative possible. L'expérience a montré le contraire. Créé en 2006, menacé en 2009, il a failli disparaître. Après un débat houleux avec les président et vice-présidents, ce master a été sauvé et remis à l'eau avec une nouvelle maquette. Nous avons beaucoup travaillé pour consolider cette formation qui est aujourd'hui très solide. Les inquiétudes d'hier sont balayées et on nous incite fortement à continuer notre développement dans ce sens.

L'offre de formation d'aujourd'hui traduit cette préoccupation pour l'insertion. Je me souviens d'une époque où il y avait une licence LEA, une maîtrise avec 3 spécialités, Affaires, Commerce et Traduction, suivies d'un DESS Affaire et d'un DEA. Quels axes peut-on trouver si l'on compare l'offre actuelle ? L'offre aussi a changé sur le plan géographique (Afrique, Amérique latine...), de

nouveaux contenus sont apparus, certains ont disparu. La traduction a reflué dans la plupart des formations, sauf bien sûr en Traduction spécialisée, là c'est la civilisation qui a disparu. L'offre s'est adaptée en fonction des demandes des institutions et des volontés personnelles. Faut-il y voir une forme de compromission, une capitulation face aux sirènes du pragmatisme ?

L'offre de formation LEA montre un certain pragmatisme. Il y a quelque chose de terre à terre qui est rassurant pour les uns et inquiétant pour les autres. Ne forme-t-on que de futurs employés, de futurs salariés ? Sommes-nous allés trop loin dans la voie LEA ?

Depuis une vingtaine d'années, j'ai vu l'offre de formation des LEA évoluer. Une question se pose de façon rétrospective, comment cette offre initiale, centrée sur le principe, deux langues et les matières d'application, a-t-elle évolué et quelle a été sa boussole ? L'adaptation qui est un des traits de LEA nous a-t-elle éloigné de nos missions ?

La question des débouchés se pose évidemment mais elle n'est pas la seule. Former intellectuellement nos étudiants, c'est par exemple, pour un hispaniste en LEA, les faire travailler sur la société contemporaine, sous l'angle de la civilisation. Ce débat a aussi lieu au sein des UFR. Je me souviens d'une proposition il y a quelques années de faire disparaître le terme « Civilisation » et son concurrent n'était autre que l'économie. Mes collègues civilisationnistes et moi-même avons bataillé pour défendre l'idée de cours de civilisation et non une dérive vers une vision éloignée, qui aurait réduit l'homme à sa seule dimension économique. Ce type de débat montre que LEA conserve son ADN LCE. Défendre la civilisation, c'est montrer que l'insertion n'est pas tout, que le pragmatisme a une limite. On peut aussi voir cette limite dans l'évolution des maquettes en 2015.

Limites : formation intellectuelle vs insertion ?

Indéniablement, les formations LEA se caractérisent par un certain pragmatisme. C'est sûrement ce qui plaît à de nombreux étudiants et parents. L'insertion répond à la question lancinante : Qu'est-ce que tu veux faire plus tard ? L'inquiétude est légitime mais elle se retrouve face à une volonté tout aussi légitime de transmettre des savoirs et des approches sans tomber dans l'immédiateté et l'adaptation servile. Savoir si l'insertion est ou n'est pas une des missions de l'université est fondamental. Définir les missions, c'est définir le cadre. Que reste-t-il de la formation intellectuelle qui est elle aussi, à plus forte raison, une mission fondamentale de l'université ?

LEA offre des approches différentes, des sujets qui dérangent certaines personnes, qui ne sont pas toujours en accord avec la conception ample de la civilisation, par exemple. Pour ma part, je

retiens pour la civilisation la définition que donne Pascal Ory de l'histoire culturelle, qui va de « Goya à Chantal Goya. » Moins élitiste, la recherche LEA est souvent encore considérée comme étant moins qualitative. La recherche LEA, si elle existe de façon autonome, s'intéresse au monde contemporain.

Depuis 2015, une Unité d'enseignement en Master LEA à Lille3 est tournée vers la recherche en LEA, de façon plus forte que par le passé. L'ensemble est réuni sous le titre « Penser la diversité du monde » emprunté à Philippe d'Iribarne. Ouvert à tous les étudiants de master (450 environ), il donne une ouverture sur la recherche et réunit les approches de spécialistes de différentes zones géographiques, de spécialistes de gestion, de droit... On trouve sous ce titre général, un séminaire intitulé « Vivre la frontière », un autre sur le cinéma, un autre sur la question du consensus... Tous ces séminaires, que les étudiants choisissent, n'offrent pas un bénéfice immédiat en termes d'insertion, mais une ouverture sur le monde des idées.

Pour aller plus loin, on peut voir que l'ouverture et la recherche ne sont pas les ennemis de l'insertion. Il serait souhaitable de développer des doctorats LEA comme cela a été fait à l'université Paris-Sorbonne, avec une thèse en 2009 sur le chauffage en Russie... Une étudiante avait travaillé cette question et soutenu sa thèse de doctorat avec une convention CIFRE (Convention industrielle de formation par la recherche) sous le titre : *Les technologies nouvelles ont-elles un rôle à jouer sur un marché très concurrentiel de la Russie postsoviétique, le marché du chauffage ? 1991-2008*

Se chauffer en Russie est une question intéressante. Il est évident qu'un spécialiste de civilisation peut se saisir de cette question. On peut développer toutes sortes de partenariats dans cet esprit. On pourrait se poser par exemple la question du vélo aujourd'hui en Espagne. Étudier une telle question pourrait donner lieu à des développements intéressants. On parle aussi beaucoup de la CCT (*Consumer culture theory*). À Lille, nous avons été approchés pour étudier les dimensions culturelles des phénomènes de consommation. Des pistes potentiellement fécondes.

J'ai vu passer des dizaines de sujets possibles et parfois des étudiants ayant les capacités pour mener une recherche. L'absence de doctorat LEA à Lille 3 m'a obligé à les orienter vers d'autres formations. Toutefois, cet axe est très intéressant pour l'avenir. La recherche LEA est aussi une recherche LCE, souvent mal comprise. Lorsque l'on travaille sur un aspect de la civilisation d'un pays, la possibilité d'appliquer, de faire un lien avec le monde actuel, est un facteur d'insertion fort.

Conclusions

Les diplômés de LEA trouvent leur place dans la société. Les études montrent une grande variété pour ce qui est de l'insertion. Force est de constater que la question de l'insertion est bien centrale dans la démarche des Masters LEA que je connais, c'est probablement une des causes de son succès. Les étudiants de master ont 20 ans, ils sont dans « l'âge des possibles » ils choisissent une voie. Ils visent le plus souvent des métiers ou des ensembles de métiers. Les Masters LEA s'inventent et se renouvellent, ils gardent un œil sur la société, sur l'emploi mais ils n'oublient pas les missions de l'université. La formation intellectuelle peut prendre des formes nouvelles. Les objets, les méthodes, les approches peuvent évoluer mais la question de l'insertion n'a pas pris le pas à ce jour sur les autres questions.

On trouve encore beaucoup d'étudiants dont l'idée initiale est encore simplement celle de vivre à l'étranger, et souvent de travailler à l'étranger. L'insertion pour eux, c'est la possibilité de sortir de leur cadre national (et familial). C'est le passage du statut d'enfant à celui d'adulte. Le stage est aussi un rite. Partir, découvrir des métiers, de nouveaux horizons, c'est commencer à s'inscrire dans une nouvelle réalité tout en bénéficiant d'un accompagnement qui donne du sens à cette expérience. L'insertion, pour les formations que je connais, n'est donc pas une perte, bien au contraire. Si elle joue souvent le rôle de boussole pour orienter une formation vers certains métiers, cela ne se fait pas au détriment de la formation intellectuelle. C'est plus la prise en compte d'une réalité sociale, c'est pour cette raison que nous défendons les cours de civilisation en LEA. Comprendre le monde, « penser la diversité du monde », pour reprendre le titre de Philippe d'Iribarne, c'est penser plus que l'insertion sans lui tourner le dos. C'est sûrement cela qui fait la spécificité de LEA aujourd'hui.